
Annexes



Tableaux de référence de la comptabilité nationale

1. Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente chaînés (en %)			2017		
	2015	2016	2017	Milliards d'euros	Évolution des prix (en %)	Contributions ² (en %)
Produit intérieur brut (PIB)	1,1	1,2	2,2	2 291,7	0,7	2,2
Importations de biens et de services	5,9	3,0	4,0	733,0	2,1	1,2
Ensemble des emplois finals	2,2	1,6	2,6	3 024,7	1,0	3,4
Consommation finale effective des ménages	1,4	2,0	1,1	1 592,8	1,1	0,8
<i>dont : dépense de consommation...</i>						
... finale des ménages	1,5	2,1	1,0	1 191,0	1,3	0,5
... individuelle des administrations	1,3	1,7	1,7	353,6	0,3	0,3
Consommation finale effective des administrations publiques	0,4	0,7	0,5	186,5	1,4	0,0
Formation brute de capital fixe	1,0	2,8	4,5	515,9	1,2	1,0
<i>dont : des entreprises non financières</i>	3,2	3,4	4,1	288,7	0,7	0,5
<i>des ménages</i>	-1,5	2,8	5,6	120,9	1,9	0,3
<i>des administrations publiques</i>	-4,6	0,2	1,4	77,5	1,7	0,0
Variation des stocks ¹	0,3	-0,4	0,2	21,7	///	0,2
Exportations de biens et de services	4,6	1,5	4,5	707,7	0,8	1,3

1. Y compris les acquisitions moins cessions d'objets de valeur.

2. Contributions à la croissance du PIB.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

2. Valeur ajoutée brute par branche

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente chaînés (en %)			2017 (en milliards d'euros courants)
	2015	2016	2017	
Agriculture, sylviculture et pêche	0,1	-12,3	4,8	34,6
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	0,4	1,1	1,5	285,8
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	-0,7	-0,4	0,6	53,5
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	1,6	4,2	1,3	45,1
Cokéfaction et raffinage	8,6	28,5	-0,6	3,5
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	-2,2	-0,3	3,2	31,6
Fabrication de matériels de transport	-0,5	-1,3	3,4	28,5
Fabrication d'autres produits industriels	1,2	0,9	1,2	123,6
Construction	-0,6	-1,4	2,4	112,1
Services principalement marchands	1,4	1,7	2,6	1 150,0
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	2,1	1,2	3,6	363,6
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	5,0	1,5	2,7	212,5
Transports et entreposage	-3,0	-0,6	4,9	93,2
Hébergement et restauration	-0,3	3,3	4,9	57,9
Information et communication	3,8	3,9	5,4	106,9
Activités financières et d'assurance	0,2	0,5	-6,8	71,9
Activités immobilières	0,3	0,2	1,2	264,4
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	1,7	3,2	4,6	282,0
Autres services	-1,1	2,7	0,7	61,1
Services principalement non marchands¹	0,3	1,3	0,9	459,6
Ensemble	0,9	1,1	2,1	2 042,1

1. Les services principalement non marchands regroupent l'administration publique, l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

3. Quelques éléments du tableau économique d'ensemble

à prix courants

	Évolution (en %)			2017 (en Md€)
	2015	2016	2017	
Produit intérieur brut	2,3	1,4	2,8	2 291,7
Valeur ajoutée au prix de base	2,1	1,2	2,6	2 042,1
Impôts sur les produits nets des subventions sur les produits ¹	3,8	2,7	5,2	249,6
Revenu national brut	2,3	1,3	3,2	2 348,5
Revenu disponible brut de l'ensemble de l'économie	2,5	1,3	3,3	2 302,8
Valeur ajoutée brute des secteurs				
Valeur ajoutée des entreprises	2,5	1,1	2,5	1 399,7
Sociétés non financières	3,0	1,9	3,7	1 186,0
Entreprises individuelles	-1,3	-0,1	0,2	131,6
Sociétés financières	1,1	-6,7	-9,0	82,1
Valeur ajoutée des administrations publiques	0,6	1,0	2,2	374,6
Éléments de partage de la valeur ajoutée				
Rémunération des salariés des entreprises	1,4	1,9	3,6	850,4
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte des entreprises	5,7	-0,4	1,0	512,9
Rémunération des salariés des administrations	1,0	0,9	2,2	290,1
Sociétés non financières				
Excédent brut d'exploitation	8,8	1,6	3,6	378,1
Revenus de la propriété nets versés	23,6	6,7	-33,3	33,0
Épargne brute	9,7	-1,2	8,0	266,3
Formation brute de capital fixe	3,2	3,7	5,0	278,8
Variation des stocks	7,4	-8,8	5,5	21,9
Capacité (+) ou besoin (-) de financement (évolution en Md€)	8,0	-3,3	5,1	-10,2
Taux de marge ² (évolutions en points)	1,7	-0,1	0,0	31,9
Taux d'autofinancement ³ (évolutions en points)	5,8	-4,6	2,7	95,5
Sociétés financières				
Excédent brut d'exploitation	-2,0	-24,0	-28,8	19,6
Formation brute de capital fixe	8,5	6,5	17,0	24,1
Capacité (+) ou besoin (-) de financement (évolution en Md€)	8,3	-1,9	-18,1	-3,2
Ménages, y compris entreprises individuelles (EI)				
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte hors EI ⁴	2,2	1,9	3,7	192,0
Revenu mixte net des EI	-0,2	1,2	-0,3	87,0
Salaires nets reçus	1,5	1,8	3,0	761,7
Prestations sociales hors transferts sociaux en nature ⁵	1,5	1,8	1,9	495,4
Revenus de la propriété nets reçus	-0,8	-5,2	4,9	80,3
Impôts courants	1,7	1,0	2,3	226,7
Revenu disponible brut	1,2	1,7	2,6	1 389,0
Dépense de consommation finale	1,7	2,0	2,2	1 191,0
Revenu disponible brut ajusté	1,3	1,6	2,5	1 790,8
Consommation effective des ménages	1,7	1,8	2,2	1 592,8
Épargne brute	-1,9	0,0	5,0	198,0
Formation brute de capital fixe	-1,0	3,6	7,2	130,8
Capacité (+) ou besoin (-) de financement (évolution en Md€)	-3,7	-5,6	1,9	61,0
Taux d'épargne ⁶ (évolution en points)	-0,5	-0,2	0,3	14,3
Taux d'épargne financière ⁷ (évolution en points)	-0,3	-0,5	0,0	4,4
Relations avec le reste du monde				
Exportations de biens (FAB)	5,3	-0,5	6,0	495,3
Importations de biens (FAB)	1,6	0,4	8,2	536,2
Exportations de services - importations de services (en Md€)	-3,9	-1,1	5,4	15,7
Solde des opérations de répartition en provenance du reste du monde (en Md€)	4,6	-1,4	12,2	12,5
Capacité (+) ou besoin (-) de financement de la Nation (en Md€)	16,7	-7,2	5,1	-12,8

1. Les impôts sur les produits regroupent la TVA, les impôts sur les importations et d'autres impôts sur les produits (TICPE, taxes sur les tabacs, sur les alcools, etc.). 2. Excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée brute. 3. Épargne brute / formation brute de capital fixe. 4. Excédent principalement tiré de la location de logements, y compris les loyers imputés que les propriétaires se versent à eux-mêmes, et de l'autoconsommation. 5. Les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature sont principalement des prestations en espèces (retraites, indemnités journalières, allocations familiales, indemnités chômage, RSA). 6. Épargne brute / revenu disponible brut. 7. Capacité de financement / revenu disponible brut.

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Chronologie 2017

Janvier

France

- 01 Le Smic est revalorisé de 0,93 % : il passe à 9,76 euros bruts de l'heure contre 9,67 euros en 2016, soit un montant brut mensuel de 1 480,27 euros.
- 12 Lancement officiel du compte personnel d'activité (CPA) qui a vocation à rattacher les droits sociaux à la personne, et non à son statut, pour une utilisation tout au long de la vie professionnelle. Il regroupe le compte pénibilité (C3P), le compte personnel de formation (CPF) et un nouveau compte, le compte engagement citoyen (CEC).
- 24 Le fabricant américain d'électroménager Whirlpool annonce la délocalisation de son usine d'Amiens vers la Pologne. Plus de 300 emplois sont menacés.
- 24 L'Agence France Trésor (AFT) emprunte 7 milliards d'euros lors de sa première émission d'obligations vertes, pour des titres de dettes dont le montant doit financer des investissements en faveur de la transition énergétique et écologique.

Union européenne

- 01 Malte prend la présidence de l'Union européenne pour six mois.
- 10 La Commission européenne accepte la recapitalisation d'Areva par l'État français (4,5 milliards d'euros) dans le cadre du plan de restructuration de la filière nucléaire.
- 12 Airbus finalise une commande d'avions d'une valeur d'environ 8 milliards d'euros avec la compagnie aérienne saoudienne à bas coûts Flynas.
- 19 La Banque centrale européenne (BCE) maintient sa politique monétaire destinée à relancer le crédit, les prix et la croissance en zone euro. Ses taux directeurs restent inchangés à leur plus bas niveau depuis mars 2016 (0 % pour le taux des opérations principales de refinancement,

– 0,40 % pour le taux des facilités de dépôts et 0,25 % pour le taux des facilités de prêt). Ses rachats d'actifs passeront de 80 milliards d'euros par mois à 60 milliards d'euros à partir d'avril 2017.

Monde hors Union européenne

- 09 Fiat Chrysler va investir 1 milliard de dollars aux États-Unis et y relocaliser 2 000 emplois.
- 20 Investiture de Donald Trump, 45^e président des États-Unis.
- 23 Donald Trump signe l'acte de retrait des États-Unis au traité de libre-échange transpacifique (TPP).

Février

France

- 03 L'Agence France Trésor, chargée du placement de la dette, émet pour 7 milliards d'euros de titres à 10 ans, à 1,07 %, le plus haut taux depuis dix-huit mois.
- 21 Adoption par le Parlement de la proposition de loi sur le devoir de vigilance vis-à-vis-du respect des droits humains et de l'environnement par les multinationales.

Union européenne

- 03 Réunion du Conseil européen à Malte pour tenter de freiner l'afflux de migrants en Italie. L'UE prévoit notamment d'expulser davantage d'immigrés vers leurs pays d'origine en Afrique.
- 15 Le Parlement européen ratifie le CETA (*Comprehensive Economic and Trade Agreement*) signé avec le Canada, ce qui permet l'application provisoire du texte. L'accord, contesté, devra encore avoir l'assentiment des trente-huit parlements nationaux et régionaux de l'Union européenne.

Monde hors Union européenne

- 07 Vladimir Poutine ratifie l'accord russo-turc sur le gazoduc Turkish Stream,

devant approvisionner à terme l'Union européenne.

- 22** Entrée en vigueur de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Mars

France

- 28** Accord entre les organisations patronales et syndicales (sauf la CGT) sur la convention d'assurance chômage applicable à compter du 1^{er} septembre. La cotisation chômage patronale va légèrement augmenter et l'indemnisation des chômeurs de plus de 50 ans est revue à la baisse.
- 31** À l'issue du cycle électoral 2013-2016 déterminant la représentativité syndicale, la CGT perd sa place de première organisation syndicale dans le secteur privé au profit de la CFDT.

Union européenne

- 13** Le Conseil européen proroge pour une période de 6 mois les sanctions contre la Russie, en réponse à l'annexion illégale de la Crimée et à la déstabilisation de l'Ukraine.
- 29** À la suite du référendum sur le Brexit du 23 juin 2016, le gouvernement britannique notifie formellement au Conseil européen son intention de se retirer de l'Union en application de l'article 50 du traité sur l'Union européenne.

Monde hors Union européenne

- 16** La Réserve fédérale américaine (FED) augmente d'un quart de point de pourcentage la fourchette de son taux interbancaire au jour le jour, qui évoluera désormais entre 0,75 % et 1 %.
- 17** Sommet réunissant à Baden-Baden les ministres des finances et les banquiers centraux du G20. Sous la pression des États-Unis, la condamnation du protectionnisme économique et le soutien à l'accord de lutte contre le réchauffement climatique n'apparaissent pas dans le communiqué final.

Avril

France

- 01** Revalorisation de 0,3 % des prestations familiales et vieillesse, de l'allocation aux adultes handicapés (AAH), du revenu de solidarité active (RSA) et de la prime d'activité.
- 21** Un mouvement social paralysant la Guyane depuis un mois, l'État s'engage à une aide d'urgence de 1,1 milliard d'euros et « prend acte » des 2,1 milliards d'euros supplémentaires demandés.
- 23** Premier tour de l'élection présidentielle.

Union européenne

- 27** *China Southern Airlines* commande 20 Airbus pour un montant de 6,2 milliards de dollars.
- 29** Réunion extraordinaire du Conseil européen pour adopter les orientations relatives aux négociations sur le Brexit. Les 27 insistent sur le fait qu'il faut d'abord régler les questions du divorce avant de négocier un accord commercial.

Monde hors Union européenne

- 07** Donald Trump déclenche des frappes contre le régime syrien en réaction à l'attaque chimique du 4 avril contre des civils. La Russie et l'Iran condamnent l'intervention américaine.
- 16** Victoire de Recep Tayyip Erdoğan, président de la république de Turquie, au référendum sur une réforme constitutionnelle visant à renforcer les pouvoirs du président.

Mai

France

- 07** Emmanuel Macron, candidat d'« En marche ! », devient le 25^e président de la République française, en remportant le second tour (66,1 % des votes exprimés) face à Marine Le Pen, candidate du « Front national » (33,9 % des votes exprimés). L'abstention et les votes blancs et nuls représentent 34 % des inscrits.

15 Édouard Philippe, député-maire « Les Républicains » (LR) du Havre est nommé Premier ministre.

Union européenne

- 02** « Accord préliminaire » entre la Grèce et ses créanciers qui prévoit des mesures d'économie supplémentaires de près de 3,6 milliards d'euros en 2019 (réforme des retraites, nouvel abaissement du seuil d'imposition, etc.).
- 22** Première phase de la négociation avec le Royaume-Uni pour définir les trois priorités des européens : droits des citoyens, facture du divorce et sort de la frontière irlandaise.
- 29** La Commission européenne autorise le rachat de l'activité réacteurs nucléaires d'Areva par EDF.

Monde hors Union européenne

- 14** Sommet à Pékin autour du projet chinois de nouvelle Route de la soie, qui consiste à relier par de nouvelles infrastructures l'Europe à l'Asie.
- 15** Une attaque informatique de grande ampleur fait plus de 200 000 victimes, essentiellement des entreprises, dans au moins 150 pays.
- 24** Pour la première fois depuis novembre 1989, l'agence de notation Moody's abaisse d'un cran (à A1 contre AA3) la note de la dette souveraine chinoise.
- 26** L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses partenaires, dont la Russie, prolongent jusqu'en mars 2018 l'accord sur les quotas de production de pétrole afin de stabiliser les cours du pétrole.

Juin

France

- 09** Ouverture d'une information judiciaire sur le cimentier Lafarge-Holcim pour financement d'entreprise terroriste et violation de l'embargo européen sur le pétrole syrien.

18 Second tour des élections législatives en France marquées par une abstention record. La République en Marche (LREM) et le MoDem obtiennent la majorité absolue (350 sièges).

21 Remaniement ministériel après les démissions de François Bayrou, Marielle de Sarnez et Sylvie Goulard.

29 Le ministre de l'Action et des Comptes publics Gérard Darmanin acte le gel du point d'indice des fonctionnaires pour 2018.

30 Le tribunal de commerce de Poitiers prononce la liquidation de l'équipementier automobile GM&S, deuxième employeur privé de la Creuse.

Union européenne

08 Theresa May perd sa majorité absolue au parlement après les élections législatives anticipées organisées à son initiative. La livre sterling perd près de 2 % face à l'euro.

15 Fin des frais d'itinérance du téléphone mobile décidée par le Parlement européen.

19 L'UE et le Royaume-Uni lancent le premier cycle des négociations destinées à définir les modalités du divorce.

27 La Commission européenne inflige à Google une amende de 2,42 milliards d'euros pour violation des règles de concurrence de l'Union européenne.

Monde hors Union européenne

01 Le président des États-Unis Donald Trump dénonce les accords de Paris sur le climat signés en décembre 2015.

10 La compagnie aérienne Iran Aseman finalise l'achat de 30 Boeing pour une valeur de 3 milliards de dollars, avec l'option d'en acheter 30 supplémentaires.

Juillet

France

01 Revalorisation de 0,65 % des allocations d'assurance chômage.

03 Le président de la République Emmanuel Macron s'adresse aux parlementaires

réunis en congrès à Versailles et annonce de profondes réformes institutionnelles.

- 20 Lancement par le Premier ministre des états généraux de l'alimentation. Ils s'articulent autour de deux chantiers, le premier consacré à la création et à la répartition de la valeur, le second à une alimentation saine, sûre, durable et accessible à tous.
- 20 Décret qui supprime 300 millions de crédits aux collectivités territoriales.
- 29 L'Assemblée nationale vote la loi pour « la confiance dans la vie publique » (suppression de la réserve parlementaire, interdiction des emplois familiaux, remise à plat des frais de mandat, lutte contre les conflits d'intérêts, etc.).

Union européenne

- 01 L'Estonie prend la présidence du Conseil de l'Union européenne pour six mois.
- 20 La Banque centrale européenne laisse inchangés ses taux directeurs et se donne jusqu'au 31 décembre 2017 pour préciser les modalités de sortie de son programme d'achat d'actifs (*quantitative easing*).

Monde hors Union européenne

- 03 L'Iran et Total signent un accord gazier de 4,2 milliards de d'euros. C'est le plus important contrat d'investissement en Iran depuis l'accord sur le nucléaire et la levée des sanctions.
- 17 La Réserve fédérale américaine inflige une amende de 214 millions d'euros à BNP Paribas pour pratiques risquées et inappropriées sur le marché des changes.

Août

France

- 01 Le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, maintient le taux du Livret A à son plancher historique de 0,75 %, alors que la formule automatique de revalorisation plaide pour le porter à 1 %.
- 02 Le Parlement adopte le projet de loi autorisant l'exécutif à réformer le droit du travail par ordonnances.

- 17 Thales remporte un contrat d'entretien avec la Marine royale canadienne pour un montant d'environ 540 millions d'euros sur huit ans, et jusqu'à 3,5 milliards d'euros sur une période de 35 ans.

Union européenne

- 01 PSA finalise le rachat d'Opel et de Vauxhall (filiales européennes de General Motors) et devient le deuxième constructeur automobile européen.
- 21 La compagnie pétrolière française Total annonce l'acquisition pour 6,3 milliards d'euros du Danois Maersk Oil & Gas afin de renforcer ses réserves et d'accroître sa production en mer du Nord.

Monde hors Union européenne

- 05 Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte une résolution renforçant les sanctions déjà imposées à la Corée du Nord, en riposte à son programme balistique et nucléaire.
- 13 Début de la tempête tropicale Harvey à l'est de la Barbade. Elle atteindra le Texas et la Louisiane fin août faisant une centaine de victimes et des dégâts estimés à plusieurs milliards de dollars.
- 28 Mini-sommet à Paris de dirigeants africains et européens sur la crise migratoire.

Septembre

France

- 01 Le revenu de solidarité active (RSA) est revalorisé de 1,62 %.
- 05 Afin d'alimenter le fonds destiné à financer l'innovation, l'Agence des participations de l'État (APE) cède 4,15 % du capital d'Engie pour un montant de 1,53 milliard d'euros.
- 06 Projet de loi mettant fin à la recherche, ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures, conventionnels et non conventionnels (gaz de schistes, sables bitumeux).
- 07 L'ouragan Irma cause des dégâts catastrophiques aux Antilles.
- 12 Accord entre Whirlpool et l'industriel Nicolas Decayeux pour la reprise du site d'Amiens.

- 12 Manifestations et grèves contre la réforme du Code du travail à l'appel de la CGT, de Solidaires, de la FSU et de l'UNEF.
- 13 Le Comité international olympique (CIO) retient Paris, seule candidate, pour l'organisation des Jeux olympiques de 2024.
- 23 Publication des ordonnances réformant le Code du travail (indemnités prud'homales plafonnées, accord d'entreprise privilégié, référendum à l'initiative de l'employeur dans les entreprises, fusion des instances représentatives du personnel, etc.).
- 25 Le Grand plan d'investissement 2018-2022 présenté par le Premier ministre est doté de 57 milliards d'euros sur le quinquennat (dont 12 milliards de redéploiement de crédits existants) et définit quatre finalités : la transition écologique, la formation, la compétitivité et l'innovation et l'État numérique.

Union européenne

- 13 Airbus finalise avec la compagnie hongkongaise Cathay Pacific la vente de 32 avions pour plus de 4 milliards de dollars.
- 21 L'accord de libre-échange entre l'UE et le Canada (CETA) entre en application provisoire.
- 25 L'Union européenne (UE) annonce la clôture de la procédure de déficit excessif ouverte depuis 2009 contre la Grèce.
- 30 L'Union européenne (UE) met un terme à cinquante ans de quotas de production de sucre.

Monde hors Union européenne

- 07-12 L'ouragan Irma atteint Cuba et oblige la Floride à mettre en place l'évacuation de plus de six millions d'habitants. Les dégâts sont évalués à près de 100 milliards de dollars.
- 24 Élections fédérales en Allemagne, pour le renouvellement du Bundestag. La chancelière allemande sortante Angela Merkel est reconduite pour un quatrième mandat à la tête du gouvernement, mais les négociations pour former une coalition s'annoncent complexes.

Octobre

France

- 01 Entrée en vigueur de la diminution de 5 euros mensuels des aides au logement. Le montant de la pension de retraite de base augmente de 0,8 %.
- 13 Le gouvernement lance un grand programme de transformation de l'administration baptisé « Action Publique 2022 ». Il vise à redéfinir les missions exercées par la puissance publique.
- 30 Promulgation de la loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme. Cette loi intègre dans le droit commun des dispositions jusque-là réservées à l'état d'urgence.
- 30 La filiale suisse de la banque HSBC signe un accord avec le Parquet national financier et accepte de payer une amende de 300 millions d'euros, reconnaissant l'existence des faits de blanchiment de fraude fiscale.
- 31 L'Assemblée nationale adopte le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2018 qui prévoit un retour à l'équilibre pour le régime général. En prenant en compte le déficit du fonds de solidarité vieillesse (FSV), le déficit global atteindra 2,2 milliards d'euros. Ce projet prévoit une hausse de la CSG (+ 1,7 %) au 1^{er} janvier 2018, compensée par la suppression (échelonnée en janvier et en octobre 2018) des cotisations chômage et maladie pour les salariés du secteur privé (3,15 % du salaire). Il prévoit également une hausse du prix du tabac et une hausse de 2 euros du forfait hospitalier.

Union européenne

- 12 Dans le cadre du plan d'investissement pour l'Europe annoncé par Jean-Claude Juncker en 2014, la Banque publique d'investissement (Bpifrance) et le Fonds européen d'investissement (FEI) signent un nouvel accord pour un financement de 600 millions d'euros des PME et des ETI de moins de 500 salariés innovantes en France.

- 26 Adoption par le Parlement européen du règlement pour la mise en place d'un nouveau système de contrôle des entrées et des sorties (système EES) des frontières extérieures de l'espace Schengen.
- 27 À la suite du référendum du 1^{er} octobre, le Parlement catalan déclare l'indépendance de la province dont Madrid décide immédiatement la mise sous tutelle en vertu de l'article 155 de la constitution espagnole.
- 20 Les ministres des affaires européennes des 27 pays de l'Union européenne désignent Paris pour accueillir l'Autorité bancaire européenne, et Amsterdam pour accueillir l'Agence européenne de médicaments. Ces deux agences doivent quitter Londres d'ici mars 2019 en raison du Brexit.
- 27 La Commission européenne renouvelle l'autorisation d'utiliser le glyphosate pour les cinq prochaines années. La France envisage d'interdire son utilisation dès que des alternatives auront été trouvées, et au plus tard dans trois ans.
- 29 La Commission européenne propose une révision très importante de la politique agricole commune (PAC) visant à renforcer les compétences des États membres en matière de choix et de modalités d'affectation des ressources de la PAC.

Monde hors Union européenne

- 17 Le Haut Commissaire des Nations unies (ONU) aux droits humains dénonce les conditions de détention des migrants en Libye, qualifiant d'« inhumaine » la coopération de l'Union européenne avec ce pays pour endiguer le flux de migrants en Méditerranée.

Novembre

France

- 01 Entrée en vigueur de la nouvelle convention d'assurance-chômage : la durée maximale d'indemnisation des nouveaux chômeurs de 50 à 55 ans sera de deux ans au lieu de trois auparavant.
- 02 L'Agence des participations de l'État engage la cession de 14 millions d'actions de Renault, soit 4,73 % de son capital.
- 14 Adoption par l'Assemblée nationale du projet de loi de finances rectificative pour 2017. La taxe de 3 % sur les dividendes instaurée en 2012 et invalidée par le Conseil constitutionnel est supprimée. Pour financer son remboursement aux entreprises, la loi prévoit la mise en œuvre d'une contribution exceptionnelle à l'impôt sur les sociétés pour les sociétés réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard d'euros.
- 29 La valeur du bitcoin, monnaie virtuelle utilisée pour des transactions en ligne, dépasse 10 000 dollars.

Union européenne

- 15 Airbus annonce un contrat avec le loueur américain Indigo de 430 avions pour 42 milliards d'euros.

Monde hors Union européenne

- 05 Publication des *Paradise Papers* qui révèlent les mécanismes d'optimisation fiscale dont profitent les multinationales et les grandes fortunes mondiales (Nike, Facebook, Apple, Uber, Whirlpool, etc.).
- 09 Les États-Unis et la Chine concluent une série d'accords commerciaux pour un montant total de 252 milliards d'euros, dans l'énergie, l'automobile, l'aéronautique, l'agroalimentaire ou l'électronique.
- 11 Les pays de l'Asie-Pacifique trouvent un accord de libre-échange sans les États-Unis.
- 15 Après Standard & Poors la veille, une des deux autres principales agences de notation, Fitch, déclare la dette publique du Venezuela en défaut partiel.
- 30 L'Opep et ses partenaires, dont la Russie, décident de prolonger jusqu'à la fin de l'année 2018 l'accord limitant leur production de pétrole pour faire remonter les cours du baril.

Décembre

France

- 08 Le président de Total inaugure Yamal, site géant de production de gaz naturel liquéfié aux côtés du président russe Vladimir Poutine.

- 10** La liste nationaliste corse remporte la majorité absolue aux élections territoriales en Corse.
- 21** Adoption par l'Assemblée nationale du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2017, qui prévoit de ramener le déficit public à 2,9 %, sur la base d'une prévision de croissance de 1,7 %. Le projet de loi confirme la mise en place du prélèvement à la source à partir du 1^{er} janvier 2019.
- 21** Adoption par l'Assemblée nationale du budget 2018, qui prévoit de ramener le déficit public à 2,6 % du produit intérieur brut (PIB), sur la base d'une prévision de croissance de 1,7 % pour 2018. Ce budget comporte de nombreuses réformes fiscales : instauration d'un prélèvement forfaitaire unique de 30 % (*flat-tax*) pour les revenus du capital, suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune et création de l'impôt sur la fortune immobilière (IFI), suppression de la taxe d'habitation pour 80 % des foyers.
- 31** Fermeture des guichets ouverts en 2013 pour permettre aux évadés fiscaux de régulariser leur situation fiscale.
- 08** La Commission européenne et le Royaume-Uni trouvent un accord de principe sur les trois dossiers prioritaires de leur séparation, dont le solde de tout compte compris entre 40 et 45 milliards d'euros.
- 12** Le Parlement européen prolonge jusqu'en 2020 le « plan Juncker », Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) et l'extension de son objectif de levée de fonds à 500 milliards d'euros.
- 21** Les partis indépendantistes conservent la majorité absolue au parlement catalan après les élections régionales imposées par le président du gouvernement espagnol.

Monde hors Union européenne

Union européenne

- 05** Les ministres européens des finances valident une liste des paradis fiscaux de 17 pays, liste qui ne comporte aucun pays européen.
- 08** L'UE et le Japon finalisent leur accord de partenariat économique qui supprime la grande majorité des droits payés par les entreprises de l'UE qui exportent vers le Japon, ainsi qu'un certain nombre d'obstacles réglementaires.
- 06** Donald Trump reconnaît unilatéralement Jérusalem comme capitale d'Israël.
- 07** Le Qatar signe pour près de 12 milliards d'euros de commandes avec des entreprises françaises (Dassault Aviation, Airbus, Safran, RATP Dev, Keolis, Suez).
- 10** La Bourse de Chicago institutionnalise le bitcoin.
- 12** Deux ans après la COP21 et l'accord de Paris, la Banque mondiale, l'ONU et la France organisent à Paris le *One Planet Summit*, sommet sur le climat destiné à relancer la lutte contre le changement climatique.
- 20** Vote par la Chambre des représentants américains de la réforme fiscale qui prévoit d'importantes baisses d'impôts et la diminution du taux d'imposition sur les bénéficiaires que les entreprises américaines rapatrieront sur le sol américain.

Agents non financiers résidents

Ils sont répartis en trois secteurs : les ménages et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) ; les sociétés non financières (SNF) ; les administrations publiques (APU), ces dernières regroupant l'État, les organismes divers d'administration centrale (Odac), les administrations publiques locales et les administrations de sécurité sociale.

Balance des paiements

La balance des paiements est un état statistique qui retrace sous une forme comptable l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents d'une économie et les non-résidents au cours d'une période déterminée. Les flux économiques et financiers à l'origine de ces opérations sont répartis en distinguant le compte des transactions courantes (échanges de biens, de services, de revenus et de transferts courants), le compte de capital (transferts en capital) et le compte financier (investissements directs ou de portefeuille). Pour la France, elle est élaborée par la Banque de France.

Bien-être « ailleurs »

Le bien-être dans les autres parties du monde peut être affecté par notre mode de vie. Celui-ci peut en effet avoir des conséquences néfastes telles que le réchauffement climatique et la montée des eaux dans certaines parties du globe ; dans d'autres, ce sera l'épuisement des matières premières ou encore les pollutions liées aux productions des biens que nous consommons.

Chômeur au sens du Bureau international du travail (BIT)

Personne en âge de travailler (c'est-à-dire ayant 15 ans ou plus) qui :

- n'a pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours de la semaine de référence ;
- est disponible pour travailler dans les deux semaines ;
- a entrepris des démarches actives de recherche d'emploi dans le mois précédent ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois.

Compétitivité-prix à l'exportation

Rapport d'un prix de référence étranger à un prix à l'exportation français. Le prix de référence étranger est une moyenne pondérée des prix de 23 partenaires commerciaux de la France dans l'OCDE. La pondération et les prix de ces 23 partenaires sont établis en fonction de l'intensité de la concurrence exercée par les exportateurs étrangers sur les marchés tiers pour une année de référence (1999). Selon la même méthode, on calcule également un indicateur de **compétitivité-coût**, qui compare les coûts salariaux unitaires de la France à ceux de ses 23 partenaires.

Ces derniers, considérés pour les indicateurs de compétitivité-prix et de compétitivité-coût, sont l'ensemble des pays de l'OCDE à l'exclusion de l'Europe centrale (Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Slovénie et Estonie), du Luxembourg, de l'Islande, d'Israël et du Chili. L'indicateur de compétitivité-prix se rapporte aux biens et services, celui des coûts à l'ensemble de l'économie.

Consommation effective des ménages

Elle inclut tous les biens et les services acquis par les ménages résidents pour la satisfaction de leurs besoins, que ces acquisitions aient fait, ou non, l'objet d'une dépense de leur part. Elle comprend donc, en plus des biens et des services acquis par leurs propres dépenses

de consommation finale, les biens et les services qui, ayant fait l'objet de dépenses de consommation individuelle des administrations publiques ou des ISBLSM, donnent lieu à des transferts sociaux en nature de leur part vers les ménages.

Consommation de capital fixe

Dépréciation subie par le capital fixe au cours de la période considérée par suite d'usure normale et d'obsolescence prévisible. Le terme « brut » dans les expressions comme produit intérieur brut ou formation brute de capital fixe signifie que la consommation de capital fixe n'a pas été soustraite. Quand on la soustrait de ces grandeurs, leur valeur est dite « nette ».

Demande mondiale adressée à la France

Mesure ce que serait l'évolution des exportations dans le cas où la France conserverait des parts de marchés constantes.

Dépenses des administrations publiques

Elles sont ventilées suivant une nomenclature internationale définie dans le chapitre 29 du système de comptes nationaux (SCN) de 2008 : la COFOG (*Classification of Functions of Government*). Celle-ci répartit les dépenses des administrations publiques en dix catégories selon leur finalité.

Le champ des administrations publiques et le montant des dépenses sont ceux de la comptabilité nationale. Conventionnellement, les dépenses d'intérêts de la dette, lorsque la finalité de ces dépenses d'intérêts ne peut être distinguée de manière précise, sont comptabilisées dans la fonction « services publics généraux ». L'affectation des dépenses de transfert (transferts courants ou en capital) est faite suivant la dépense qu'elle finance lorsqu'elle est connue. Dans le cas contraire, elle figure conventionnellement en « services publics généraux ».

Le partage, délicat, entre dépenses de santé et de protection sociale peut nuire à la

comparabilité des résultats internationaux. Sont comptabilisés dans les chiffres français : en santé, les dépenses concernant la prise en charge de soins de santé (remboursement de soins de ville et de biens médicaux) et les coûts de fonctionnement des hôpitaux ; en protection sociale, les transferts en espèces aux ménages destinés à compenser les pertes de revenus dues à la maladie et aux accidents du travail (indemnités journalières). En outre, tous les pays n'appliquent pas nécessairement les mêmes conventions comptables, certains classant par exemple les hôpitaux publics hors des administrations publiques.

Les dépenses par sous-secteurs (État, Odac, administrations publiques locales et administrations de sécurité sociale) présentées ici sont consolidées : elles excluent tous les transferts à destination d'autres administrations publiques.

Dépenses pré-engagées

Cette définition recouvre les postes de dépenses de consommation suivants :

- l'ensemble des dépenses des ménages liées au logement (y compris, dans le cas de la comptabilité nationale, les loyers imputés), ainsi que celles relatives à l'eau, au gaz, à l'électricité et aux autres combustibles utilisés dans les habitations ;
- les services de télécommunications ;
- les frais de cantine ;
- les services de télévision (redevance télévisuelle, abonnements à des chaînes payantes) ;
- les assurances (hors assurance-vie) ;
- les services financiers (y compris, dans le cas de la comptabilité nationale, les services d'intermédiation financière indirectement mesurés).

Dette nette

Dette publique notifiée diminuée des dépôts, crédits et titres de créances négociables (évalués à leur valeur de marché) détenus par les administrations publiques sur les autres secteurs (entreprises, ménages, etc.).

Dette publique au sens de Maastricht (ou dette publique notifiée)

Cohérente avec les comptes nationaux financiers, elle diffère du total du passif brut des administrations publiques car :

- elle exclut certains instruments de dette, essentiellement les crédits commerciaux et autres délais de paiement ;
- elle est consolidée : les dettes dont le créancier appartient au champ des administrations publiques sont exclues ;
- enfin, elle est évaluée en valeur nominale, c'est-à-dire à la valeur de remboursement effective et non à la valeur de marché comme cela se fait dans les comptes nationaux.

Emploi en comptabilité nationale

En comptabilité nationale, tous les types d'emploi (salarié, non salarié) sont comptabilisés et chaque personne compte pour un emploi dit « **en personne physique** », quel que soit son temps de travail et même s'il est très réduit. La notion d'**emploi intérieur** correspond à l'emploi généré par l'économie sur le territoire, en métropole et dans les Drom (y compris Mayotte). Les estimations intègrent les non-résidents travaillant sur le territoire économique (frontaliers ou saisonniers venant en France), mais excluent les résidents travaillant à l'étranger.

Pour tenir compte de façon plus précise de la force de travail mobilisée par l'économie française, il faut recourir à la notion d'« **équivalent temps plein** », qui prend notamment en compte le temps partiel : deux personnes travaillant à mi-temps sont par exemple comptabilisées pour un seul équivalent temps plein. À l'inverse, la multi-activité et les corrections pour travail non déclaré tendent à relever les effectifs en équivalent temps plein. Au total, le nombre d'emplois en équivalent temps plein est inférieur à l'emploi comptabilisé en personnes physiques.

Empreinte carbone

L'empreinte carbone d'un pays comptabilise l'ensemble des émissions des gaz à effet de

serre induites par la consommation intérieure de biens et services, qu'elles soient produites dans le pays ou importées. Elle exclut les émissions liées à la fabrication des produits et services exportés.

Endettement des agents non financiers résidents

Il s'agit ici d'un agrégat large de l'endettement des agents non financiers résidents, englobant l'ensemble des engagements contractés sous forme d'emprunts auprès des institutions financières (institutions financières monétaires et autres intermédiaires financiers), résidentes et non résidentes, et sous forme de titres de créance émis sur les marchés de capitaux, en France comme à l'étranger. Les encours de titres de créance sont comptabilisés à leur valeur nominale.

Pour les administrations publiques (APU), c'est l'encours de la dette notifiée par la France à la Commission européenne (dite « dette au sens de Maastricht ») qui est présenté. La dette au sens de Maastricht est consolidée : les dettes entre sous-secteurs des APU en sont exclues. Ici, la présentation ne comprend ni les prêts entre agents non financiers résidents, ni les crédits commerciaux, ni les prêts entre affiliés. Les financements par émissions d'actions n'apparaissent pas non plus, car ils ne constituent pas une dette mais un droit de propriété.

Enquête Emploi en continu

Enquête auprès des ménages, qui porte sur les personnes de 15 ans ou plus vivant en France (hors Mayotte et collectivités d'outre-mer). Chaque trimestre, près de 60 000 logements répondent à l'enquête (sont exclues du champ de l'enquête les communautés : foyers, cités universitaires, hôpitaux, prisons), soit un peu plus de 100 000 personnes de 15 ans ou plus. Cet échantillon est partiellement renouvelé chaque trimestre. La collecte a lieu en continu durant toutes les semaines de l'année. L'enquête Emploi est la seule source permettant de mesurer l'activité,

l'emploi et le chômage selon les principes définis par le Bureau international du travail (BIT). Le taux de chômage est estimé avec une précision de +/- 0,3 point.

Équivalent temps plein

Voir **Emploi**.

Excédent brut d'exploitation (EBE)

Solde du compte d'exploitation. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des autres impôts sur la production et augmentée des subventions d'exploitation.

FAB (franco à bord)

Désigne une marchandise dont la valeur à l'importation est évaluée au passage à la frontière du pays d'origine à l'exclusion des coûts de transport et d'assurance entre la frontière du pays d'origine et celle du pays importateur. Lorsque ces coûts sont inclus, les importations sont valorisées CAF (« coûts, assurance, fret »). Les exportations sont toujours mesurées FAB. La correction CAF-FAB pour les importations n'est disponible que globalement, et pas pour chaque poste isolément.

Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

Elles regroupent l'ensemble des unités privées dotées de la personnalité juridique qui produisent des biens et services non marchands au profit des ménages. Leurs ressources principales proviennent de contributions volontaires en espèces ou en nature effectuées par les ménages en leur qualité de consommateurs, de versements provenant des administrations publiques, ainsi que de revenus de la propriété.

Intermédiaires financiers hors sociétés d'assurance (IF)

Ils regroupent, pour l'essentiel, la Banque de France, les établissements de crédit et les fonds d'investissement (organismes de

placement collectif monétaires, non monétaires et assimilés).

La comptabilité nationale distingue deux composantes de la production des IF : d'une part, la **production facturée**, c'est-à-dire essentiellement les commissions ; d'autre part, la production de **services d'intermédiation financière indirectement mesurés** (Sifim), correspondant aux marges d'intérêt perçues à l'occasion des opérations de crédit et de dépôt réalisées par les banques avec leur clientèle.

Intérêts ajustés des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim)

En comptabilité nationale, l'ajustement consiste à retraiter les intérêts bruts, tels qu'ils apparaissent dans le compte de résultat des intermédiaires financiers (IF), de façon à isoler la composante de Sifim et à enregistrer cette dernière dans le compte de production.

Investissement en actifs incorporels

Il inclut essentiellement les dépenses de recherche et développement et transferts technologiques (achats de brevets et licences), les dépenses en logiciels et les dépenses de prospection minière.

Marge globale d'intermédiation

Correspond à la somme des marges d'intermédiation sur les crédits et sur les dépôts.

Parités de pouvoir d'achat (PPA)

Taux qui permettent de convertir toutes les monnaies dans une monnaie commune, le standard de pouvoir d'achat (SPA), qui a le même pouvoir d'achat dans chaque pays. L'agrégat de référence est le PIB, mais les indices de volume par habitant peuvent être évalués pour tous les agrégats. Les indices de prix et de volume sont calculés par rapport à une base 100 représentant la moyenne de l'Union européenne à 28.

Part de marché relative de la France

Rapport des exportations totales françaises de biens et services aux exportations mondiales de biens et services.

Patrimoine national

Patrimoine des résidents sur le territoire national. Il est composé du patrimoine non financier et du patrimoine financier net, à la fois solde des créances et dettes vis-à-vis de l'extérieur et solde des actifs et passifs financiers détenus au niveau national. Dans le compte de patrimoine, on distingue la valeur des bâtiments de celle des terrains qui les supportent. L'évolution des prix des bâtiments suit l'indice du coût de la construction et l'ensemble bâtiments plus terrains bâtis, l'indice de prix des logements anciens. Ce sont principalement les terrains qui supportent les variations des prix de l'immobilier.

Pauvreté en conditions de vie

Désigne une situation de difficulté économique durable définie comme l'incapacité de couvrir 3 dépenses parmi les 9 de la liste suivante :

1. arriérés de paiement du loyer, d'un emprunt hypothécaire ou des factures d'eau/gaz/électricité dans les 12 derniers mois ;
2. chauffer son logement ;
3. faire face à des dépenses imprévues ;
4. consommer de la viande ou une autre source de protéines au moins tous les 2 jours ;
5. s'offrir une semaine de vacances hors du logement ;
6. posséder un téléviseur couleur ;
7. posséder un lave-linge ;
8. posséder une voiture personnelle ;
9. posséder un téléphone.

Pauvreté monétaire

Part des personnes dont le niveau de vie est inférieur à 60 % du niveau de vie médian. Le niveau de vie est lui-même égal au revenu disponible par unité de consommation.

Pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB)

L'évolution du pouvoir d'achat du RDB rapporte l'évolution du RDB à celle du prix de la dépense de consommation des ménages.

Produit intérieur net (PIN)

Mesure la production agrégée des agents économiques résidents au cours de la période (PIB), nette de la consommation de capital fixe (CCF), qui correspond au coût d'usure et d'obsolescence du capital au cours de la même période. De même, le revenu disponible net s'obtient en déduisant la CCF du revenu disponible brut. Il est préférable de comparer les stocks de patrimoine avec des flux macro-économiques nets plutôt que bruts, car il est lui-même un stock net.

Ratios d'endettement

Leur suivi permet d'apprécier l'adéquation des financements obtenus sous forme d'emprunts par les agents économiques aux évolutions de l'économie réelle. La répartition par instruments des financements obtenus (crédits, titres de créance) fournit des indications sur les substitutions réalisées entre les différentes formes d'endettement.

Revenu arbitrable

Il est obtenu après déduction des dépenses pré-engagées du revenu disponible.

Revenu disponible ajusté des ménages

Revenu disponible augmenté des transferts sociaux en nature, contreparties des consommations individualisables incluses dans les dépenses des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

Revenu disponible brut (RDB)

Revenu à la disposition des ménages pour la consommation et l'épargne une fois déduits

les prélèvements sociaux et fiscaux. Il comprend les revenus d'activité (rémunération des salariés et revenus d'entreprise des entrepreneurs individuels), les revenus de la propriété (dividendes, intérêts et loyers), les prestations sociales autres que des transferts sociaux en nature (pensions de retraite, indemnités de chômage, allocations familiales, minima sociaux, etc.), les autres transferts courants (notamment les indemnités d'assurance nettes des primes), diminués des impôts et cotisations sociales versés par les ménages.

Revenu national brut (RNB)

Mesure l'ensemble des revenus primaires perçus par les agents résidant sur le territoire national tandis que le PIB mesure l'ensemble des revenus générés dans l'année par l'activité économique sur le territoire national. Il est obtenu en ajoutant au PIB le solde (positif ou négatif) des flux de revenus du travail et de la propriété, d'impôts et de subventions sur la production avec le reste du monde.

Revenus de la propriété

Revenus que reçoit le propriétaire d'un actif financier ou d'un actif corporel non produit en échange de sa mise à la disposition d'une autre unité institutionnelle. Ils comprennent notamment les dividendes versés par les sociétés, les intérêts sur emprunts et obligations, ainsi que les revenus de contrats d'assurance-vie.

Revenus du patrimoine

Ils regroupent, d'une part, les revenus de la propriété, d'autre part, les revenus immobiliers qui comprennent les revenus locatifs reçus par les bailleurs, mais aussi des revenus imputés aux propriétaires occupant leur propre logement (loyers imputés).

Secteur des sociétés d'assurance

Regroupe toutes les sociétés, hors organismes de sécurité sociale, dont les activités recouvrent la protection contre divers risques

(décès, invalidité, santé, dommages corporels, dommages aux biens, etc.), la constitution d'une épargne (assurance-vie) ainsi que la réassurance. Il inclut par ailleurs les opérations réalisées par la Coface (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur) pour le compte de l'État français. Les sociétés d'assurance classique reçoivent des primes et versent des indemnités tandis que les sociétés d'assurance sociale privée reçoivent des cotisations et versent des prestations. En comptabilité nationale, le service produit par les sociétés d'assurance est mesuré comme la somme des primes (ou cotisations) et des revenus de placement des réserves, diminuée des indemnités attendues ou des prestations dues. Dans le cas de l'assurance-vie, cette définition intègre les décalages temporels entre le versement des cotisations par les épargnants et le bénéfice qu'ils en tirent (à la clôture du contrat) en tenant compte des provisions financières que la société d'assurance doit réglementairement constituer.

Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim)

Ils représentent la part des services rendus par les intermédiaires financiers qui n'est pas facturée à la clientèle. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts (crédits) qu'ils leur accordent.

Solde commercial

Expression qui désigne la différence entre les exportations et les importations de biens (donc à l'exclusion des services) en valeur, mesuré FAB-FAB. (voir **FAB – franco à bord**). Quand le solde est négatif, on parle de déficit commercial.

Solde touristique

Différence entre les dépenses des ménages non résidents en France et celles des ménages résidents à l'étranger.

Sorties précoces du système scolaire (en %)

Elles sont mesurées par la proportion de jeunes de 18-24 ans qui ne poursuivent pas d'études ni de formation et n'ont ni certificat d'aptitude professionnelle (CAP), ni brevet d'études professionnelles (BEP), ni diplôme supérieur.

Taux d'autofinancement

Rapport de l'épargne brute à la formation brute de capital fixe.

Taux de change effectif nominal (respectivement réel) de la France

Il est calculé en agrégeant les parités nominales (respectivement déflatées par les prix à la consommation) des monnaies de 23 pays de l'OCDE avec la même pondération que celle utilisée pour le calcul de la compétitivité-coût et prix.

La compétitivité-prix française s'améliore lorsque les prix français progressent moins vite que les prix étrangers exprimés en une monnaie commune, que ce soit en raison d'une moindre inflation, d'une dépréciation nominale ou d'une combinaison de ces deux facteurs. Une situation où la compétitivité-coût se détériore et où la compétitivité-prix reste stable peut traduire un effort de compression des marges plus important de la part des exportateurs français.

Taux de couverture du commerce extérieur

Rapport entre les exportations et les importations **FAB**.

Taux de croissance annuel crédits aux ménages

En pourcentage de l'année N, rapport entre le flux de l'année N et l'encours observé à la fin de l'année N-1.

Taux d'investissement

Rapport de la formation brute de capital fixe à la valeur ajoutée.

Taux de marge

Rapport de l'excédent brut d'exploitation à la valeur ajoutée.

Titres de créance

Désignent les bons du Trésor (BTF et BTAN), les titres de créance négociables émis sur le marché français (billets de trésorerie, certificats de dépôt, bons à moyen terme négociables), le *commercial paper* émis à l'étranger, ainsi que les *Euro medium term notes* (EMTN) et les obligations, dont les obligations assimilables du Trésor (OAT). Au sein des titres de créance, les titres à court terme sont les titres d'échéance initiale inférieure ou égale à un an et les titres à moyen et long terme, ceux dont l'échéance à l'émission est supérieure à un an. Pour ces derniers, les émissions des groupes bancaires acquises par ces mêmes groupes sont exclues des statistiques présentées dans le présent ouvrage.

Transferts privés

En comptabilité nationale, tous les transferts entre résidents appartenant à un même secteur institutionnel, qu'il s'agisse de transferts d'argent (pensions alimentaires, aides financières) ou d'achats/ventes de biens d'occasion (automobiles, vêtements, électroménager) sont neutres et ne font pas l'objet d'évaluations. Dans le cadre de la décomposition du compte des ménages par catégorie, il ne peut plus en être de même, car ces transferts ne sont pas uniformément répartis entre les ménages. Des flux de revenus désignés par le terme « transferts privés » ont donc été introduits. Il s'agit de transferts monétaires uniquement. Les transferts en nature en sont exclus : ainsi, la somme qu'un étudiant reçoit de ses parents

pour payer son loyer est incluse mais pas la somme que représente le loyer si les parents le payent directement au propriétaire. Les héritages et donations sont également hors champ des transferts privés.

Unités de consommation

Système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de

comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes. Pour cela, on utilise une mesure du revenu corrigé par unité de consommation à l'aide d'une échelle d'équivalence. L'échelle actuellement utilisée par l'Insee retient la pondération suivante :

- 1 UC pour le premier adulte du ménage ;
- 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ;
- 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.